

<p style="text-align: center;">Réponse du groupe Iliad à la consultation de l'Arcep relative à la mise en œuvre de l'obligation de complétude des déploiements des réseaux en fibre optique jusqu'à l'abonné en dehors des zones très denses</p>

Avertissement

Les raccordements finaux en fibre optique sont à la charge des opérateurs commerciaux et, dans le cadre de certains projets publics, en partie à la charge du contribuable. Le propriétaire ne participe pas au financement du raccordement au réseau optique, contrairement à la pratique pour la majorité des autres réseaux, dont le téléphone, l'électricité, l'eau, l'assainissement ou la voirie privative entre la maison et la voirie publique. Le mode de financement de la partie terminale des réseaux optiques est singulier et pourrait donc évoluer dans le temps. La présente contribution fait l'hypothèse d'une pratique constante.

Une nouvelle technologie de raccordement final des réseaux très haut débit par réutilisation du branchement cuivre sur les quelques dizaines à centaines de derniers mètres semble émerger. Le FTTdp permet la télé-alimentation d'un convertisseur placé entre la fibre et le cuivre à partir du local de l'abonné. Le signal véhiculé par la fibre est converti et acheminé sur la partie terminale en cuivre. La présente contribution fait l'hypothèse que les technologies FTTdp arriveront prochainement à maturité et permettront d'acheminer une à plusieurs centaines de Mbits.

Sur la complétude

Il existe plusieurs technologies permettant d'apporter du très haut débit aux utilisateurs finaux. Il ne paraît pas forcément optimal de subventionner le déploiement de plusieurs technologies dans la même zone.

Dans l'hypothèse où il paraît évident dès la phase d'étude qu'un réseau FTTH ne pourra pas desservir l'ensemble des logements ou locaux dans une zone rurale donnée, d'autres technologies NGA alternatives devraient être étudiées.

En effet, déployer un réseau FTTH partiel dans une zone qui ne pourrait être intégralement couverte semble faire courir à long terme un double risque :

- Soit de laisser certains logements sans aucune solution performante de raccordement Internet, dans la mesure où le réseau cuivre ne serait pas éternel

- Soit de devoir subventionner un réseau NGA complémentaire, dont l'équilibre sera d'autant plus difficile qu'il ne desservira que quelques logements résiduels¹.

Il nous paraît dès lors important de conserver non seulement un objectif théorique de complétude des déploiements FTTH mais également l'objectif d'une couverture effectivement complète, dans un délai raisonnable. Si un réseau FTTH ne permet pas de déployer une couverture complète, d'autres solutions technologiques doivent être étudiées.

Sur la notion de logement raccordable sur demande

Nous considérons que la notion de logement raccordable sur demande ne doit pas exister dans les relations entre l'opérateur commercial et l'opérateur d'immeuble. Soit un logement est raccordable et l'opérateur peut commercialiser de la fibre à l'occupant du logement en quelques jours, ou au maximum quelques semaines, soit le logement n'est pas raccordable et l'opérateur ne peut pas commercialiser son offre fibre.

Par ailleurs, les contrats, flux financiers et processus FTTH sont déjà suffisamment compliqués sur le marché de gros pour ne pas y rajouter une nouvelle notion ne concernant qu'une faible proportion des abonnés. Il serait déraisonnable de demander aux opérateurs commerciaux d'adapter en conséquence leurs processus, systèmes d'information et processus commerciaux.

Dès lors que la notion de logement raccordable sur demande n'existe pas dans les relations entre opérateur commercial et opérateur d'immeuble, un logement « raccordable sur demande » doit être considéré comme non raccordable.

Dès lors, l'impact est relativement faible sur les opérateurs commerciaux : l'IPE de change pas, le serveur d'éligibilité non plus. La part du coinvestissement fondé sur la notion de logement raccordable est inchangée. La part du coinvestissement fondé sur la notion de logement couvert peut être adaptée en n'appelant lors du coinvestissement initial que la proportion due au titre des logements devant être couverts dans les cinq ans. Si la part de logements raccordables sur demande n'excède pas quelques pourcents, cette subtilité n'est probablement pas indispensable.

Dès lors, la notion de logement raccordable sur demande n'interviendrait que dans les relations entre le maître d'ouvrage et son délégataire ou sous-traitant, sans impact par l'opérateur commercial.

¹ Cette critique de redondance des réseaux NGA et des subventions d'équilibre n'existe pas si le réseau NGA complémentaire est satellitaire. Nous notons que la France ne publie pas un taux de couverture THD de 100%. Les pouvoirs publics pourraient avoir un doute sur la qualification NGA des réseaux satellitaires.

Nous pensons qu'il appartiendrait à la collectivité d'organiser directement ou par l'intermédiaire de son contractant les relations avec les administrés qui souhaiteraient passer du statut de raccordable sur demande à celui de raccordable réel².

Dans une logique d'open data, il paraîtrait assez naturel des publier les calendriers prévisionnels de déploiement ainsi que les listes des ou cartes actualisées des locaux raccordables immédiatement ou sur demande.

On peut s'interroger sur la pertinence d'introduire cette notion de logement raccordable sur demande entre la collectivité maître d'ouvrage et son délégataire ou sous-traitant (même si que cette notion n'apparaît pas dans les offres de gros vis-à-vis de l'opérateur commercial). Nous attirons l'attention de l'Autorité sur le fait que cette notion de logement raccordable sur demande était prévue dans le contrat entre le département des Hauts de Seine et Sequalum. Au bilan, il nous semble que les raccordements ont principalement concernés les immeubles et que les logements raccordables sur demande n'ont jamais été raccordés, même si la subvention correspondante a peut-être été en partie versée. La notion de logement raccordable sur demande paraît une souplesse un peu trop tentatrice.

Sur la localisation du PBO

Le PBO est le dernier point de branchement, conformément à ce qu'indique l'Arcep dans sa consultation. Dans les zones où le coût de l'horizontal, donc la longueur inter PBO, pose problème, la longueur du raccordement final sera également un problème. En effet la distance inter PBO est du même ordre de grandeur que celle des raccordements finaux. Tant que ce raccordement final fait moins de deux à trois cents mètres, nous pensons que la meilleure localisation du PBO est au niveau du PC cuivre (sur le même support ou dans la même chambre) afin de faciliter l'option FTTdp.

² Il nous paraît peu réaliste d'imaginer que des abonnements à des offres fibre puissent être commercialisés par des opérateurs commerciaux avec l'annonce d'un délai indicatif de livraison de plusieurs mois. Les ménages ne vont pas rester plusieurs mois sans Internet en emménageant dans un logement. La politique générale des pouvoirs publics et des associations de consommateurs est justement de lutter contre l'absence d'information lors de la souscription.